



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**

Division de Nancy

Nancy, le 11 juin 2024

Nos réf. : ES/IP/327_2024

AIOT : 0006200031

Affaire suivie par : Eric STEIB

eric.steib@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 54 44 02 55

Courriel : ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSÉES)**

Objet : Société BACCARAT à Baccarat

Courrier de réponse en date 16 février 2024 au rapport de l'inspection des installations classées ES/IA/2023-2310 des suites de l'inspection du 28 novembre 2023.

Rédigé par l'Inspecteur de l'environnement : Eric STEIB

Vérifié par l'Inspecteur de l'environnement : Mohamed KHEDJOUT

Approuvé et transmis à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
pour le Directeur Régional, le Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques :
Pascal LAJUGIE

1 - Contexte

La société BACCARAT est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2010-111 du 26 juin 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-0439 du 28 juillet 2023 à exploiter une usine de fabrication de cristal sur le territoire de la commune de Baccarat (54).

Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2023 (rapport référencé ES/IA/2023-2310 du 21 décembre 2023), l'inspection a relevé des écarts vis-à-vis de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui nécessitaient des réponses de la part de l'exploitant.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il a ainsi été proposé une lettre de suites pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après afin de :

- transmettre à l'inspection, dès réception le rapport de contrôle de la campagne 2023 relatif aux émissions atmosphériques, accompagné de ses commentaires quant aux dépassements constatés ainsi que ses propositions correctives ;
- justifier que le bassin de confinement est étanche aux produits collectés et, si ce n'est pas le cas, de transmettre un plan d'actions qui ne dépassera pas un an en vue d'éviter toute pollution de la nappe ou de la Meurthe par les rejets indirects de celui-ci ;
- transmettre à l'inspection le plan des réseaux des eaux pluviales et usées mis à jour ;
- justifier de la mise en place de disconnecteur permettant tout retour des eaux de techniques (eau de Meurthe, circuit de refroidissement) vers le réseau de distribution des eaux de ville.

Par courrier du 16 février 2024, la société BACCARAT a transmis à l'inspection des installations classées les éléments de réponse au rapport susmentionné.

2 – Éléments de réponse de la société BACCARAT

2.1 – Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

2.1.1 – Point 1 – rapport ES/IA/2310-2023 du 21/12/2023 -Constats de l'IIC lors de la visite du 28 novembre 2023 : « Les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites [...] »

L'exploitant indique que la campagne de mesures a débuté le 25 septembre 2023. Il dispose d'un pré-rapport établi par son bureau d'études. Selon l'exploitant, des non-conformités ont été relevées : dépassement sur les concentrations de COVt sur le four à pots et de COVt + NOx sur le four A. (le flux étant respecté)

L'exploitant a précisé qu'il était dans l'attente du rapport final afin d'interpréter les résultats et mettre en place les mesures correctives. Cependant, il a précisé que certaines valeurs mesurées étaient dues à des positionnements qui influencent les teneurs en Oxygène et que ce point a déjà fait l'objet d'échanges antérieurs avec l'inspection.

Il convient de rappeler que les concentrations sont exprimées sur gaz sec et rapportées sur la teneur en oxygène de référence, soit 8 % et 13 % pour ce qui concerne la manufacture et que les prises de mesures sont à positionner suivant les normes établies

2.1.2 – Éléments de réponse de la société BACCARAT

Les non-conformités identifiées portent sur les polluants suivants :

- COVT sur le Four à pots :
 - COVT : 3,48 mg/Nm³ (valeur mesurée en 2023 avec un taux O₂ de 20,2 %) → 62 mg/Nm³ (Valeur ramenée avec un taux de 8 % O₂) → VLE : 20 mg/Nm³
- ainsi que sur NOx et COVT sur le Four A :
 - NOx : 139 mg/Nm³ (valeur mesurée en 2023 avec un taux O₂ de 20,4 %) → 2 353 mg/Nm³ (Valeur ramenée avec un taux de 8 % O₂) → VLE : 1 500 mg/Nm³
 - COVT : 3,99 mg/Nm³ (valeur mesurée en 2023 avec un taux O₂ de 20,4 %) → 56,09 mg/Nm³ (Valeur ramenée avec un taux de 8 % O₂) → VLE : 20 mg/Nm³

La note de calcul permettant de ramener la valeur obtenue au pourcentage d'O₂ de référence engendrent une concentration élevée. Ce phénomène est amplifié par l'incertitude de la mesure qui,

pour les mêmes raisons, augmente la concentration considérée. Une explication plus détaillée, déjà échangée avec les services de l'inspection de la DREAL est présentée ci-dessous.

- Acidité sur le laveur Nickelage : l'organisme de contrôle a informé la société BACCARAT avoir eu une pollution au niveau de leur appareil de mesure. Une nouvelle mesure a été réalisée en semaine 6 (année 2024).

Explication sur la note de calcul à l'O₂ de référence demandée par l'arrêté préfectoral.

La correction à 8 % d'oxygène influe sur la majoration du taux de COV et NO_x, car la formule utilisée par le bureau d'études est la suivante :

$$[C] \text{ corrigée à 8 \%} = [C] \text{ mesurée} \times ((21 - 8)/(21 - O_2 \text{ mesuré}))$$

avec :

- [C] corrigée à 8 % en mg/Nm³
- [C] mesurée en mg/Nm³

la mesure est réalisée dans la cheminée du dépoussiéreur, où la teneur en O₂ peut avoisiner 20 %. Plus le taux d'oxygène mesuré approche les 21 %, plus le dénominateur est proche de 0 et plus la valeur de la concentration corrigée est grande.

Pour une teneur en O₂ à 19,3 % :

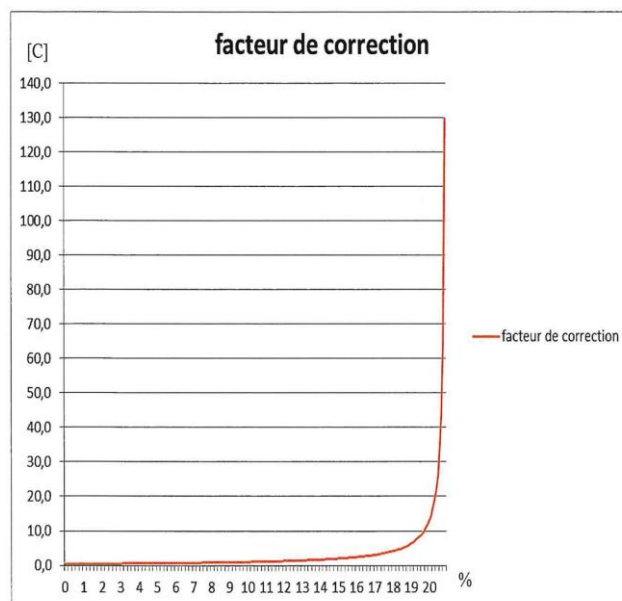
- [C] corrigé à 8 % = $139 \times ((21 - 8) / (21 - 19,3))$
- [C] corrigé à 8 % = $1\ 807 / 1,7 = 1\ 062 \text{ mg/Nm}^3$

Pour une teneur en O₂ à 20,4 % :

- [C] corrigé à 8 % = $139 \times ((21 - 8) / (21 - 20,4))$
- [C] corrigé à 8 % = $1\ 807 / 0,6 = 3\ 011 \text{ mg/Nm}^3$

Ainsi, pour un écart de 1,1 % sur la teneur en oxygène, le résultat varie de près de 1 950 mg/Nm³.

Le bureau d'études joint un graphique afin d'expliquer le comportement du facteur de correction en fonction de la concentration et du pourcentage d'oxygène mesuré :



Pour les polluants gazeux, afin de s'affranchir de l'influence de l'incertitude liée à la correction en oxygène, l'idéal serait de mesurer directement à la sortie des fours, car le taux d'oxygène est très faible. La société BACCARAT prévoit un point de mesure avant filtre sur le four F afin de réaliser un plan d'expérience et de vérifier le comportement des résultats bruts ramenés à l'O₂ de référence. Cette mesure est doublée en simultanée à la sortie de la cheminée du dépoussiéreur.

2.2 – Bassin de confinement des eaux

2.2.1 – Point 2 – rapport ES/IA/2310-2023 du 21/12/2023 - Constats de l'IIC lors de la visite du 28 novembre 2023 : « les réseaux d'assainissement (...) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés (...). »

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'étanchéité du bassin de confinement dans lequel l'ensemble des eaux du site transite pour y être décantées avant rejet et traitement dans le milieu naturel. L'exploitant a précisé que le bassin est curé une fois par an ; les boues sont évacuées en déchets dangereux.

2.2.2 – Éléments de réponse de la société BACCARAT

La société BACCARAT n'est pas en mesure de justifier de l'étanchéité du bassin de décantation et de confinement.

A ce titre, la société BACCARAT initie un plan d'action avec l'appui du bureau d'études SOCOTEC qui consiste en :

- des forages verticaux et orientés autour du bassin de décantation et confinement actuel (sous 3 mois) ;
- nivellement de l'ensemble des ouvrages piézométriques afin de vérifier la courbe de sens d'écoulement des eaux souterraines (sous 3 mois) ;
- Si nécessaire, à l'issue des mesures réalisées, proposition d'un nouveau programme d'investigations dans les eaux souterraines et superficielles (sous 6 mois).

2.3 – Plan des réseaux des eaux pluviales et usées

2.3.1 – Point 4 – rapport ES/IA/2310-2023 du 21/12/2023 - Constats de l'IIC lors de la visite du 28 novembre 2023 : « Un schéma de tous les plans de réseau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (...). Ils sont tenus à la disposition (...) des services d'incendie et de secours. »

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux ; il s'agit de réseau unitaire.

Des modifications de la tuyauterie en lien avec la reconstruction du four F ont été apportées sur le réseau ; les plans mis à jour sont disponibles au poste de garde.

2.3.2 – Éléments de réponse de la société BACCARAT

Les plans des réseaux, modifiés par l'implantation du nouveau four F, seront repris dès la fin des travaux de ce four. Certaines canalisations seront encore en cours de modification (ex : fluides tels que l'oxygène). Ces plans pourront être mis à disposition de l'IIC sur le second trimestre 2024.

2.4 – Protection de l'alimentation en eau

2.4.1 – Point 5 – rapport ES/IA/2310-2023 du 21/12/2023 - Constats de l'IIC lors de la visite du 28 novembre 2023 : « Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. »

L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la présence de disconnecteurs pour éviter tout risque de pollution entre les eaux dites sanitaires et les eaux dites techniques.

2.4.2 – Éléments de réponse de la société BACCARAT

La Manufacture est reliée au réseau d'eau de ville et utilise cette eau uniquement lors du nettoyage de son château d'eau, une fois par an.

Il n'y a pas de disconnecteur entre le réseau de la ville et le site de la Manufacture, car le réseau d'eau interne est inférieur à la pression du réseau de la ville (environ 4 à 5 bars), ce qui permet d'éviter tout retour ou contre pression.

3 – Analyse de l'inspection des installations classées aux éléments de réponse du courrier du 16 février 2024

3.1 – Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

En ce qui concerne les dépassements COVT sur le Four à pots ainsi que sur NOx et COVT sur le Four A l'exploitant justifie par une note de calcul qui permet de ramener la valeur obtenue au pourcentage d'O₂ de référence.

Ce phénomène est amplifié par l'incertitude de la mesure qui, pour les mêmes raisons, augmente la concentration considérée.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur la méthode de calcul utilisée.

Il n'en demeure pas moins qu'avec un taux d'oxygène élevé au sein du conduit de cheminée, ramenée à la valeur réglementaire de 8 % avec ou sans phénomène d'incertitude, la valeur calculée doit être conforme à l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0439 du 28 juillet 2023.

La société BACCARAT le démontre parfaitement dans son analyse. Si le taux d'O₂ est élevé, par corrélation de la méthode de calcul présentée ci-dessus, les résultats ramenés à 8 % d'O₂ sur les NOx et COVT seront également en dépassement des valeurs limites réglementaires.

Il convient de rappeler que l'ensemble des valeurs limites d'émission sont imposées par l'arrêté préfectoral du 2010/111 du 25 juin 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0439 du 28 juillet 2023 mais également par l'arrêté ministériel du 12 mars 2003.

En conclusion, les éléments apportés par la société BACCARAT ne permettent pas de justifier de la conformité de ses rejets atmosphériques pour ses fours à pots et A.

La campagne annuelle 2023 de mesures sur le laveur Nickelage R 19 (rapport du 13/11/2023 référencé EK2L0/24/402) avait relevé deux non-conformités sur les paramètres HF et poussières.

Par courriel du 5 mars 2024, la société BACCARAT a transmis à l'inspection des installations classées la nouvelle campagne de mesures réalisée sur les rejets atmosphériques des laveurs du Polissage acide pour les paramètres HF et poussières. Les résultats ne présentent plus d'écart vis-à-vis des valeurs limites de référence prescrites par l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0439 du 28 juillet 2023.

3.2 – Bassin de confinement des eaux

L'inspection des installations classées constate que la société BACCARAT n'est pas en mesure de justifier de l'étanchéité du bassin de décantation et de confinement.

La société BACCARAT propose, avec l'appui d'un bureau d'études, la mise en place de forages verticaux et orientés autour du bassin de décantation et confinement.

L'inspection s'interroge sur la pertinence de cette proposition qui ne semble pas techniquement répondre à la demande.

L'absence d'étanchéité du bassin pourrait certes générer une pollution des eaux souterraines, mais aussi une pollution des sols ; celle-ci ne serait alors pas décelée par le réseau piézométrique.

Il convient de préciser que l'objectif de ce bassin est de retenir les effluents ou les résidus des procédés industriels.

En outre, ce bassin de confinement et de décantation est un ancien quai de déchargement qui est susceptible d'être en lien direct avec la nappe de la Meurthe.

Aussi, en l'absence d'étanchéité du bassin de décantation/confinement, le risque de pollution des sols et des eaux souterraines et/ou superficielles demeure.

3.3 – Plan des réseaux des eaux pluviales et usées

Les plans devront être mis à disposition de l'inspection sur le second trimestre 2024. L'inspection n'a pas de remarque à formuler.

3.4 – Protection de l'alimentation en eau

La société BACCARAT est reliée au réseau d'eau de ville et utilise cette eau uniquement lors du nettoyage de son château d'eau, une fois par an.

L'inspection des installations classées constate que le réseau de la ville et le site de la société BACCARAT n'est pas protégé par un disconnecteur.

La société BACCARAT explique qu'il n'y a pas la nécessité d'en disposer, car le réseau d'eau interne est inférieur à la pression du réseau de la ville (environ 4 à 5 bars), ce qui permet d'éviter tout retour ou contre pression.

L'inspection s'interroge sur les phénomènes de retour de pression en cas de coupure du réseau d'eau de ville.

Par ailleurs, l'article 23 de l'arrêté du 12 mars 2003 précise que :

« (...) En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. (...) ».

À ce titre, la réglementation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ne fait pas mention de pression au sein de réseau mais bien de la présence d'un équipement de disconnexion sur le réseau afin de prévenir tout retour en toute circonstance.

La société BACCARAT doit donc se pourvoir d'un tel équipement sur son réseau.

4 – Conclusion et suites données par l'inspection des installations classées

Le 28 novembre 2023, lors de la visite de contrôle des installations de fabrication et de travail du cristal exploitée par la société BACCARAT, l'inspection a relevé des écarts vis-à-vis de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui nécessitaient des réponses de la part de l'exploitant.

Par courrier du 16 février 2024, la société BACCARAT a transmis à l'inspection des installations classées les éléments de réponse au rapport de l'inspection référencé ES/IA/2023-2310 du 21 décembre 2023. Ces éléments de réponse ne permettent pas de lever l'ensemble des écarts relevés.

Au vu des éléments ci-dessus, l'inspection des installations classées propose à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle de mettre en demeure la société BACCARAT, par voie d'arrêté pris en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, dont le projet figure **en annexe** du présent rapport de :

- démontrer l'étanchéité du bassin de confinement/décantation aux produits collectés afin d'éviter toute forme de pollution, et dans le cas contraire, prendre toutes les dispositions pour le rendre étanche ;
- respecter les valeurs limites d'émission de ses rejets atmosphériques notamment en ce qui concerne les concentrations en COVT et NOx ;
- mettre en place un ou plusieurs disconnecteurs permettant d'éviter tout retour dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans le milieu de prélèvement.

Conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, l'inspection transmet ce rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'exploitant.

Passé un délai de 15 jours suivant cette transmission, pour laisser la possibilité à l'exploitant, la société BACCARAT, de formuler ses observations, l'inspection des installations classées propose à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle de signer le projet d'arrêté préfectoral et de le notifier.



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Liberté
Égalité
Fraternité

PROJET

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société BACCARAT de se conformer à certaines prescriptions relatif à l'exploitation des installations de fabrication d'articles en cristal qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Baccarat

n° 2024/XXXXX

AIOT : 0006200031

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010-0111 du 25 juin 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0439 du 28 juillet 2023 ;

Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0439 du 28 juillet 2023 qui précise que : les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites(...);

Vu l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010-0111 du 25 juin 2010 qui précise que : les réseaux d'assainissement (...) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés (...);

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

Vu l'article 23 de l'arrêté ministériel susvisé qui précise que : « (...) En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. (...) »;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé ES/IA/2023-2310 du 21 décembre 2023 ;

Vu le courrier de réponse en date du 16 février 2024, au rapport de l'inspection des installations classées ES/IA/2023-2310 des sites de l'inspection du 28 novembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé ES/IA/2024-327 du xx 2024 ;

Vu le courrier du xx 2024 adressé en recommandé avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par lequel l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est notifie à la société BACCARAT le rapport de contrôle documentaire susvisé et l'informe de la possibilité de présenter ses observations conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

Vu les observations [l'absence d'observations] sur ce projet d'arrêté présentées par la société BACCARAT en date du xx ;

Considérant que la société BACCARAT exploite ses installations de fabrication d'articles en cristal, sans respecter les valeurs limites d'émission de ses rejets atmosphériques en ce qui concerne le Four à pots et le Four A sur les paramètres COVT et NOx ;

Considérant que la société BACCARAT exploite ses installations de fabrication d'articles en cristal, sans avoir démontré l'étanchéité de son bassin de confinement/décantation aux produits collectés ;

Considérant ainsi le risque de pollution des sols et des eaux souterraines et/ou superficielles ;

1, rue du préfet Claude Erignac
CS 60031 - 54038 Nancy Cedex
Tél : 03.83.34.26.26
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

Considérant que la société BACCARAT exploite ses installations de fabrication d'articles en cristal, sans disposer d'un ou plusieurs disconnecteurs permettant d'éviter tout retour dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans le milieu de prélèvement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

La société BACCARAT, dont le siège social est situé 20 rue des Cristalleries à Baccarat est mise en demeure, pour l'exploitation ses installations de fabrication d'articles en cristal qu'elle exploite à la même adresse, de justifier auprès de l'autorité administrative :

- sous un délai de 2 mois : le respect des valeurs limites d'émission de ses rejets atmosphériques en ce qui concerne le Four à pots et le Four A sur les paramètres COVT et NOx ;
- sous un délai de 12 mois : d'un bassin de confinement/décantation étanche aux produits collectés ;
- sous un délai de 2 mois : la présence d'un ou plusieurs disconnecteurs permettant d'éviter tout retour dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans le milieu de prélèvement.

Articles : VDR, PUB, EXECUTION

Nancy le

Le Préfet,